



Papeete, mercredi 22 mars 2006

Conférence de presse de RAUTAH I
Salle des commissions de l'Assemblée de la Polynésie française

Point n° 1 : Assemblée générale de RAUTAH I le mardi 11 avril 2006

Le bureau exécutif de RAUTAH I a décidé de convoquer l'assemblée générale du parti afin de débattre des questions suivantes :

- Exposé sur la situation politique du pays (intervenant JC BOUISSOU) ;
- Compte-rendu des actions lancées ou réalisées depuis la création du mouvement le 1^{er} décembre 2005 (situation des adhésions, calendrier des meetings, mise en place des comités de soutien, montage des fédérations géographiques, site Internet, etc.) (intervenant Moana BLANCHARD) ;
- Installation du SHADOW CABINET (intervenant JC BOUISSOU) ;
- Position de RAUTAH I sur l'élection du Président de l'Assemblée de la Polynésie française (intervenant Emma ALGAN, JC BOUISSOU) ;
- Mise à disposition du programme résumé de RAUTAH I (intervenant Tamatoa POMMIER) ;
- Remise aux membres de leur carte d'adhérent (membres fondateurs, adhérents) (intervenant Maina SAGE) ;
- Approbation du budget prévisionnel 2006 (intervenant Moana BLANCHARD);
- Questions diverses.

Point n° 2 : Analyse de la situation politique actuelle

Les formations autonomistes sont majoritaires mais désunies

La redéfinition du paysage politique polynésien montre clairement que les formations dites « autonomistes », revendiquant l'appartenance du pays à l'ensemble français, constituent la majorité au sein de l'Assemblée de la Polynésie française et de l'électorat.

Le parti d'Emile VERNAUDON vient de faire un pas supplémentaire vers la recherche de « plus de respect » de la part de son partenaire du gouvernement, au moyen d'un protocole d'accords signé avec les « élus des îles », lequel renforce désormais sa position politique sur l'échiquier.

Tous les partis autonomistes représentés à l'Assemblée sont au moins d'accord sur un sujet : Combattre l'élan indépendantiste d'Oscar TEMARU et du TAVINI HUIRAATIRA. Par ses déclarations intempestives en faveur de l'indépendance de la Polynésie française, dénomination tant décriée par le leader indépendantiste dans ses interventions médiatiques, Oscar TEMARU interpelle l'opinion publique internationale pour susciter sa compassion sur le sort des polynésiens prétendument « opprimés » par un Etat français colonialiste.

Cette stratégie, qui fait fi de l'engagement pris par le Président du pays de repousser aux calendes grecques la question de l'indépendance, est pernicieuse et traître car elle ronge le moral de la population jusque dans les rangs des électeurs du TAUI et provoque la défiance des investisseurs et autres acteurs importants de notre économie.

Détérioration des relations avec l'Etat

Les relations avec l'Etat montrent également une certaine fébrilité puisque les interventions remarquées de Madame Anne BOCQUET, Haut-Commissaire de la République en Polynésie française, ne sont pas plus entendues par le principal intéressé que ne le sont les réactions de condamnation faites par les partis autonomistes polynésiens, y compris celles émanant de partenaires autonomistes de la majorité gouvernementale.

Sur le plan de la santé des relations entre le gouvernement local et le gouvernement central, il convient de noter l'incapacité actuelle du gouvernement local à négocier avec l'Etat les termes du prochain contrat de développement (ou pacte de confiance) et du calme soudain entourant ce dossier depuis l'annonce par le Ministre de l'éducation de la réduction des crédits octroyés dans son secteur par Paris. Il semble par ailleurs que « l'hécatombe » ne s'arrête pas là puisqu'il se murmure dans les coulisses que la diminution de l'enveloppe de financement du contrat pourrait atteindre globalement moins vingt milliards de francs pacifiques (-20.000.000.000 FCFP)!

Une mise au point et une complète information des élus et de la population s'avère aujourd'hui nécessaire sur ce sujet important qui va conditionner durablement l'avenir du pays.

A trop jouer avec le feu...

On se brûle. C'est certainement le constat amer que réalisent aujourd'hui bon nombre de personnes, des observateurs de la vie politique et économique aux simples électeurs.

Mais attention. La stratégie mise en œuvre n'est pas le fait du hasard. Oscar TEMARU et le TAVINI déploient en ce moment leur « art politique », lequel repose sur la « politique de la terre brûlée ». La commune de FAA'A en est l'exemple vivant. Sa situation de quasi-abandon résulte de la volonté de son maire de mettre à l'écart sa population des bénéficiaires du développement à contrario des autres communes de la Polynésie qui ont pu obtenir l'aide du pays grâce aux demandes de financement effectuées auprès des autorités.

Attiser la haine et la rancœur de la population vis-à-vis du gouvernement local précédent en taxant ce dernier d'être à l'origine du « mal vivre » des familles de FAA'A, est la même stratégie que celle employée à l'échelle de la Polynésie française pour monter toute la population contre le gouvernement central qui réduit les subsides apportés au pays pour des raisons liées à l'incompétence du Président TEMARU.

Point n° 3 : Position de RAUTAHU à l'égard de la plate-forme autonomiste

Appel à la formation d'une véritable plate-forme de travail

Aussi, l'appel formé par RAUTAHU il y a quelques mois, et par d'autres formations plus récemment, à la constitution d'une « plate-forme » républicaine prend aujourd'hui toute sa dimension. Il convient maintenant de mettre nos ressentiments ou nos différences de côté pour ne regarder que l'intérêt supérieur du pays.

Cet intérêt supérieur dicte que nous nous réunissions pour réfléchir ensemble, y compris avec les formations autonomistes non représentées à l'Assemblée, sur la meilleure stratégie à tenir pour éviter que la Polynésie ne sombre dans le piège qui lui est tendu et pour élaborer un plan de travail portant notamment sur la révision du mode de scrutin.

C'est clair pour RAUTAHU : Nos divisions actuelles renforcent la position d'Oscar TEMARU et du TAVINI HUIRAATIRA.

Aussi RAUTAHU est ouvert à toute discussion tendant au rassemblement des forces républicaines du pays pour faire barrage à la dérive indépendantiste et au chaos économique et social qui se profile à l'horizon.

Jean-Christophe BOUISSOU